



## Conseil de sécurité

Distr.  
GÉNÉRALE

S/1998/538  
19 juin 1998  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

LETTRE DATÉE DU 18 JUIN 1998, ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL  
PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE  
ET D'IRLANDE DU NORD AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de transmettre ci-joint le communiqué sur l'Inde et le Pakistan publié par les ministres des affaires étrangères des huit grandes démocraties industrialisées et le représentant de la Commission européenne à l'issue de leur réunion tenue à Londres le 12 juin.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent du Royaume-Uni  
de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord  
auprès de l'Organisation des Nations Unies

(Signé) John WESTON

ANNEXE

Communiqué publié le 12 juin 1998 par les ministres des affaires  
étrangères des huit grandes démocraties industrialisées et le  
représentant de la Commission européenne

Nous, ministres des affaires étrangères des huit grandes démocraties industrialisées et représentant de la Commission européenne, avons tenu une réunion extraordinaire à Londres le 12 juin 1998 pour examiner le grave problème mondial créé par les essais nucléaires faits par l'Inde et le Pakistan. Rappelant la déclaration publiée par nos chefs d'État et de gouvernement le 15 mai et soulignant l'appui que nous avons tous apporté au communiqué publié par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité à Genève le 4 juin ainsi qu'à la résolution 1172 (1998) adoptée par le Conseil de sécurité le 6 juin 1998, nous condamnons les essais nucléaires faits par l'Inde les 12 et 13 mai 1998 et par le Pakistan les 28 et 30 mai. Ces essais, qui ont porté tort aux rapports entre ces deux pays et chacun de nous, détérioré et non amélioré leur environnement de sécurité et amoindri leurs perspectives d'atteindre leurs objectifs de développement économique durable, vont à l'encontre des efforts mondiaux en faveur de la non-prolifération et du désarmement nucléaire.

L'impact négatif produit par ces essais sur l'image et les ambitions internationales des deux pays sera grave et durable. Les essais nuiront aussi gravement à la confiance des investisseurs. Les deux pays doivent prendre des mesures positives pour désamorcer la tension dans la région et s'associer aux efforts de la communauté internationale dans le sens de la non-prolifération et du désarmement nucléaire. Une action urgente s'impose, tant pour arrêter la course aux armements sur le sous-continent, qui détournerait les ressources des priorités économiques urgentes, que pour réduire la tension, créer la confiance et encourager le règlement pacifique des différends entre l'Inde et le Pakistan afin que leurs peuples puissent jouir d'un avenir meilleur.

Pour faire cesser la course aux armements nucléaires et aux missiles sur le sous-continent, et prenant note des déclarations officielles des gouvernements indien et pakistanais qui s'affirment désireux d'éviter une telle course aux armements, nous considérons que l'Inde et le Pakistan devraient prendre immédiatement les mesures ci-après, déjà entérinées par le Conseil de sécurité :

- Renoncer à tous nouveaux essais nucléaires et adhérer immédiatement et sans condition au Traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires, facilitant ainsi son entrée en vigueur à bref délai;
- S'abstenir de toute arsenalisation ou du déploiement d'armes nucléaires et de tout essai ou déploiement de missiles capables de transporter des armes nucléaires, et prendre des engagements fermes de ne pas constituer des arsenaux ou déployer des armes ou missiles nucléaires;
- S'abstenir de toute nouvelle production de matière fissile destinée aux armes nucléaires ou autres engins explosifs nucléaires et participer, dans un esprit positif et sur la base du mandat convenu,

/...

aux négociations avec les autres États, dans le cadre de la Conférence sur le désarmement, au sujet d'une convention pour arrêter la production de matière fissile afin de parvenir à un accord à bref délai;

- Confirmer leur politique consistant à ne pas exporter de matériel, de matériaux ni de technologies qui pourraient servir pour des armes de destruction massive ou des missiles capables de les transporter, et prendre les engagements appropriés à cet égard.

Nous pensons que de telles mesures serviraient puissamment l'intérêt des deux pays.

Afin de réduire la tension, de renforcer la confiance et d'encourager le règlement pacifique des différends entre eux par le dialogue, l'Inde et le Pakistan devraient :

- S'engager à éviter les mouvements militaires menaçants, les violations transfrontalières, y compris les infiltrations et les poursuites, et tous autres actes et déclarations provocateurs;
- Décourager l'activité terroriste et tout soutien en sa faveur;
- Appliquer pleinement les mesures de renforcement de la confiance et de la sécurité dont ils sont déjà convenus et les développer davantage;
- Reprendre sans retard un dialogue direct sur les causes profondes de la tension, y compris le Cachemire, en adoptant des mesures comme la réouverture prochaine des pourparlers au niveau des secrétaires aux affaires étrangères, l'utilisation effective de la ligne directe entre les deux dirigeants et la tenue d'une réunion entre les premiers ministres à l'occasion du dixième Sommet de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR) prévu pour le mois prochain;
- Permettre et encourager le progrès vers un renforcement de la coopération économique indo-pakistanaise, notamment au moyen d'une zone de libre-échange en Asie du Sud.

Nous sommes favorables au développement d'un dialogue sur la sécurité régionale.

Nous nous engageons à encourager activement l'Inde et le Pakistan à trouver des solutions mutuellement acceptables de leurs problèmes et sommes prêts à aider l'Inde et le Pakistan à poursuivre toute action positive à cette fin. Notre aide pourrait être fournie, à la demande des deux parties, pour définir et appliquer les mesures de renforcement de la confiance et de la sécurité.

Les récents essais nucléaires de l'Inde et du Pakistan ne modifient pas la définition d'un État doté d'armes nucléaires qui figure dans le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et, par conséquent, malgré ces essais, l'Inde et le Pakistan n'ont pas le statut d'États dotés d'armes nucléaires en

vertu du Traité. Nous continuons à inviter instamment l'Inde et le Pakistan à adhérer au Traité en l'état, sans aucune condition. Nous continuerons à appliquer fermement nos politiques respectives pour prévenir l'exportation de matériaux, de matériel ou de technologie qui pourraient d'aucune manière apporter une aide aux programmes de l'Inde ou du Pakistan dans le domaine des armes nucléaires ou des missiles balistiques capables de transporter ces armes.

Nous sommes fermement convaincus que les essais nucléaires de l'Inde et du Pakistan rendent plus importants encore le maintien et le renforcement du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires comme pilier central du régime de non-prolifération et comme point d'appui essentiel pour la poursuite du désarmement nucléaire. Nous réaffirmons tous, États dotés d'armes nucléaires et États non dotés d'armes nucléaires, sans distinction, notre détermination de remplir les engagements relatifs au désarmement nucléaire en vertu de l'article VI du Traité. Ces engagements ont été réaffirmés à la Conférence d'examen et de prolongation des Parties au Traité de 1995 et comprennent la poursuite résolue, par les États dotés d'armes nucléaires, d'efforts systématiques et progressifs pour réduire globalement les armes nucléaires dans le but ultime de les éliminer. Nous notons les progrès déjà faits dans ce sens et nous nous félicitons de la ferme intention des États-Unis d'Amérique et de la Fédération de Russie de mettre l'accord START II en vigueur et de négocier et de conclure un accord START III aussitôt que possible. Nous prenons note également des contributions faites par les autres États dotés d'armes nucléaires au processus de réduction. Nous invitons tous les États à signer et à ratifier rapidement le Traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires afin d'assurer son entrée en vigueur et nous nous félicitons que les gouvernements membres du Groupe des Huit qui n'ont pas encore ratifié le Traité se déclarent déterminés à le faire aussitôt que possible. Nous continuons d'attendre l'adhésion au Traité des pays qui n'y sont toujours pas parties.

Nous invitons tous les États membres de la Conférence sur le désarmement à décider l'ouverture immédiate des négociations sur l'arrêt dans le cadre de la Conférence sur le désarmement.

L'Inde et le Pakistan ont tous deux d'immenses problèmes à régler pour développer leurs économies et amener la prospérité. Or, les récents essais nucléaires ont créé une atmosphère d'instabilité régionale qui rendra la région moins attrayante pour les investissements étrangers et intérieurs, portant tort à la confiance des milieux d'affaires et amenuisant les perspectives de croissance économique. L'orientation de leurs ressources vers les programmes d'armement nucléaire et autre se fait au détriment d'investissements plus productifs, et amoindrit leur capacité de poursuivre de saines politiques économiques. Elle jette le doute sur la volonté de réduire la pauvreté de la part des deux gouvernements et porte un coup à la coopération régionale entre les pays du l'ASACR dans les domaines sociaux et économiques. Fidèles à la conception du développement exprimée dans les communiqués de Naples, de Lyon, de Denver et de Birmingham, nous invitons les deux gouvernements à réduire les dépenses qui desservent leur objectif de promouvoir de saines politiques économiques bénéficiant à tous les membres de la société, particulièrement aux plus pauvres, et à renforcer par ailleurs la coopération en Asie du Sud.

Nous estimons important que l'Inde et le Pakistan aient conscience de la vigueur des sentiments de la communauté internationale au sujet de leurs essais récents et sur ces autres questions. Plusieurs d'entre nous ont pris, unilatéralement, des mesures concrètes pour souligner notre vive préoccupation. Tous les pays devraient agir comme ils le jugent bon pour manifester leur mécontentement et exprimer leurs préoccupations à l'Inde et au Pakistan. Nous ne souhaitons pas punir les peuples de l'Inde ou du Pakistan à cause des actes de leurs gouvernements et ne ferons donc pas obstacle aux prêts des institutions financières internationales aux deux pays pour répondre aux besoins humains de base. Nous convenons, toutefois, d'oeuvrer pour retarder l'examen des autres prêts de la Banque mondiale et des autres institutions financières internationales à l'Inde et au Pakistan ainsi qu'à tout autre pays qui procédera à des essais nucléaires.

Nous nous engageons à transmettre les vues communes de nos gouvernements sur ces sujets aux gouvernements de l'Inde et du Pakistan dans le but de provoquer des progrès prochains et concrets dans les domaines indiqués ci-dessus. Nous prévoyons de garder la situation à l'examen et de continuer à poursuivre les buts sur lesquels nous sommes tous d'accord.

-----